

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2024**

Municipalité de Sainte-Croix | 33102 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Francis Matte, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Sainte-Croix pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature \_\_\_\_\_ Date 13 mai 2025

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Sainte-Croix

### Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de Sainte-Croix et des organismes qui sont sous son contrôle (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Sainte-Croix et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de la norme. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des charges, de l'état des résultats, de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, du passif au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, et de l'excédent accumulé au 1<sup>er</sup> janvier et 31 décembre 2024 et 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Sainte-Croix inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

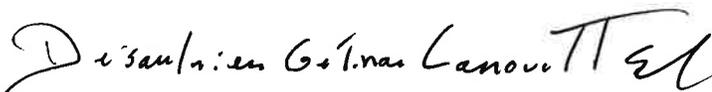
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L.  
 Société de comptables professionnels agréés  
 Laurier-Station (Québec), le 13 mai 2025  
 Par Gilbert Dubé, CPA Auditeur

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	4 072 218	4 162 085	3 967 342
Compensations tenant lieu de taxes	2	230 896	255 964	244 464
Quotes-parts	3			
Transferts	4	366 896	2 188 697	1 635 184
Services rendus	5	737 105	859 317	607 433
Imposition de droits	6	166 825	125 914	89 582
Amendes et pénalités	7	9 700	10 090	5 423
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	38 348	103 961	75 219
Autres revenus	10	95 430	928 992	(781)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 717 418	8 635 020	6 623 866
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	966 771	1 019 430	920 790
Sécurité publique	15	703 877	750 032	709 451
Transport	16	1 425 909	1 395 297	1 338 015
Hygiène du milieu	17	1 323 760	1 499 323	1 382 103
Santé et bien-être	18	105 020	107 744	43 437
Aménagement, urbanisme et développement	19	222 049	819 359	259 270
Loisirs et culture	20	1 398 007	1 434 805	1 270 854
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	226 809	321 590	221 824
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 372 202	7 347 580	6 145 744
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	25	(654 784)	1 287 440	478 122
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		17 001 546	16 523 424
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		17 001 546	16 523 424
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		18 288 986	17 001 546

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 996 805	2 414 816
Débiteurs (note 5)	2 2 932 171	2 775 522
Prêts (note 6)	3 354 300	382 366
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	
Autres actifs financiers (note 8)	7 327 773	64 876
	8 4 611 049	5 637 580
<b>PASSIFS</b>		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 9)	10 700 000	300 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11 1 062 382	625 397
Revenus reportés (note 11)	12 249 918	443 759
Dettes à long terme (note 12)	13 7 090 245	8 159 896
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16 9 102 545	9 529 052
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17 (4 491 496)	(3 891 472)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 15)	18 22 471 659	20 350 937
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 290 684	523 853
Stocks de fournitures	20 18 139	16 653
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 575
	23 22 780 482	20 893 018
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24 18 288 986	17 001 546
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25 18 288 986	17 001 546
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	
	27 18 288 986	17 001 546

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	<b>1</b>	<b>(654 784)</b>	<b>1 287 440</b>	<b>478 122</b>
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( 527 498)(	3 630 337)(	1 778 591)
Produit de cession	3		2 612	
Amortissement	4	1 371 962	1 341 651	1 275 824
(Gain) perte sur cession	5		(2 612)	58 996
Réduction de valeur / Reclassement	6		167 963	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	<b>8</b>	<b>844 464</b>	<b>(2 120 723)</b>	<b>(443 771)</b>
Variation des propriétés destinées à la revente	9		233 169	(388 616)
Variation des stocks de fournitures	10		(1 486)	(2 155)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		1 575	(1 575)
	<b>13</b>		<b>233 258</b>	<b>(392 346)</b>
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		1	
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	<b>16</b>	<b>189 680</b>	<b>(600 024)</b>	<b>(357 995)</b>
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 891 472)	(3 533 477)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 891 472)	(3 533 477)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	<b>21</b>		<b>(4 491 496)</b>	<b>(3 891 472)</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 287 440	478 122
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 341 651	1 275 824
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations	3.1	(2 614)	58 996
▪ Perte sur cession prêts / ajustement	3.2	1	102
▪ Réduction de valeur / reclassement	3.3	167 963	
	4	2 794 441	1 813 044
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(156 649)	(571 793)
Autres actifs financiers	6	(262 897)	(64 876)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	436 985	(9 415)
Revenus reportés	8	(193 841)	437 768
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	233 169	(388 616)
Stocks de fournitures	11	(1 486)	(2 155)
Autres actifs non financiers	12	1 575	(1 575)
	13	2 851 297	1 212 382
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(3 630 337)	(1 778 591)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	2 614	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 627 723)	(1 778 591)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20	28 066	17 400
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23	28 066	17 400
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	400 000	3 244 500
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 471 900)	(983 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26	400 000	(100 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 249	7 605
Autres			
▪	28.1		
	29	(669 651)	2 168 305
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 418 011)	1 619 496
Solde déjà établi	31	2 414 816	795 320
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 414 816	795 320
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	996 805	2 414 816

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Municipalité de Ste-Croix est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

Voir a)

**a) Périmètre comptable**

La municipalité de Ste-Croix administre le Centre culturel et sportif de Ste-Croix de Lotbinière Inc. et s'est engagée à renflouer le déficit annuel d'opérations de l'organisme. Au 31 décembre 2024, la municipalité a contribué pour un montant de 96 820\$ au déficit du centre.

L'organisme inclus dans le périmètre comptable municipal est consolidé selon la méthode ligne par ligne avec la municipalité pour les exercices 2023 et 2024.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la dépréciation des prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile estimative des immobilisations, la valeur de réalisation nette des stocks et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**C) Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Prêt**

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Revenus reportés**

Les montants perçus sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Actifs non financiers****Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures - 5 à 50 ans

Bâtiments - 20 et 50 ans

Véhicules - 5, 10 et 20 ans

Machinerie et équipement - 5 et 35 ans

Ameublement et équipement

de bureau - 5, 10 et 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les terrains rattachés à une immobilisation, ceux sous-jacents à des infrastructures ou à des parcs et terrains de jeux ne font plus l'objet d'amortissement.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les charges de vente variables qui s'appliquent.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'achat et les autres coûts engagés pour amener les stocks à leur état et lieu actuels. Les coûts d'achat comprennent le prix d'achat, les droits d'importation et les taxes non recouvrables, de même que les coûts de transport, de manutention et autres qui sont directement attribuables à l'acquisition des marchandises.

**F) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

**Taxes**

Le traitement comptable des taxes suit les normes du chapitre *SP 3510 – Recettes fiscales* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de taxes doivent être constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux ou de tout autre document comprenant notamment le nom du débiteur, la base de taxation, les taux imposés par règlement afférents aux taxes foncières, aux taxes non foncières, et aux modes de tarification ainsi que le montant à payer.

**Compensations tenant lieu de taxes**

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées si elles ont fait l'objet d'une demande de paiement sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

**Transferts**

Le traitement comptable des transferts suit les normes du chapitre *SP 3410 – Paiements de transfert* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de transfert sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Services rendus**

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

**Droits de mutation immobilière**

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'Officier de la publicité foncière.

**Amendes**

Le traitement comptable des amendes suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus d'amendes constituent des revenus tirés d'une opération sans obligation de prestation. La constatation de ces revenus doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'organisme municipal a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- elle relève d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Selon le paragraphe SP 3400.54, la date de l'infraction ne constitue pas nécessairement en soi l'événement passé, car l'amende ne constituait peut-être pas à cette date une créance exécutoire. Voici des événements avant lesquels il ne peut pas y avoir de créance exécutoire :

- l'assigné plaide coupable;
- le délai pour contester l'assignation expire;
- un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

**Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés**

La cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés se comptabilise à la date de l'acte de transfert.

**Autres revenus**

Le traitement comptable des autres revenus suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus tirés d'une opération avec obligations de prestation sont constatés lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Les revenus tirés d'une opération sans obligations de prestation sont constatés les conditions suivantes sont réunies :

1. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
2. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

**G) Avantages sociaux futurs**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Règlement R536-2015 - Aménagement parc Jean-Guy Fournier: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Règlement R563-2017 - Achat d'une surfaceuse à glace électrique: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, et les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les dettes à long terme et les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

**J) Autres éléments**

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

**Revenus**

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400, *Revenus* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à la présentation des revenus. Particulièrement, il différencie les revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation, appelées «opérations avec contrepartie», de ceux issus des opérations sans obligations de prestation, appelées «opérations sans contrepartie».

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Opérations avec contrepartie**

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération avec obligations de prestation doit se faire lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

**Opérations sans contrepartie**

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération sans obligations de prestation doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
2. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de l'entité au 1er janvier 2024.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 996 805	2 414 816
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>4 996 805</b>	<b>2 414 816</b>
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6 996 805</b>	<b>2 414 816</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 72 927	994 856
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9	171 385	133 257
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 124 808	2 252 737
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	274 727	199 553
Organismes municipaux	13	3 040	35 279
Autres			
▪ Autres	14.1	358 211	154 696
	15	2 932 171	2 775 522
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 747 981	1 830 209
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 747 981	1 830 209
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 002 427	2 083 295
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	30 000	
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	92 381	169 442
	27	2 124 808	2 252 737

**Note****6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Contribuables	30.1	354 300	382 366
	31	354 300	382 366
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note****Prêts - Autres - Contribuables****Prêt installation septique R605-2019**

Solde au 31 décembre 2024 est de 235 100\$

Encaissable par un versement annuel de 18 500\$ en capital en 2025, plus les intérêts au taux de 2.10%, renouvelable en février 2025, échéant en février 2035

Encaissement annuel en capital pour les années suivantes sont:

2025 - 18 500\$

2025 - 216 600\$ Renouvelable

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Prêt installation septique R658-2022**

Solde au 31 décembre 2024 est de 119 200\$

Encaissable par un versement annuel de 10 700\$ en capital en 2025, plus les intérêts au taux de 4,59%, renouvelable en février 2028, échéant en février 2033

Encaissement annuel en capital pour les années suivantes sont:

2025 - 10 700\$  
 2026 - 11 200\$  
 2027 - 11 800\$  
 2028 - 12 500\$  
 2028 - 73 000\$ Renouvelable

**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille		38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille		39	

**Note****8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	327 773	64 876
Autres			
▪	41.1		
		42	327 773
			64 876

**Note****9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un emprunt temporaire pour les activités de fonctionnement d'un montant autorisé de 200 000\$ portant intérêts au taux préférentiel majoré de 2.50%, renouvelable annuellement. Aucun montant utilisé au 31 décembre 2024.

La municipalité dispose d'un emprunt temporaire pour les activités d'investissement d'un montant autorisé de 710 992\$ portant intérêts au taux base Canadien, selon les dispositions établies pour la période échéant en juin 2025. Le solde au 31 décembre 2024 est de 700 000\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**10. Crédoiteurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	562 643	190 690
Salaires et avantages sociaux	44	152 398	128 090
Dépôts et retenues de garantie	45	147 526	157 869
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Frais courus et autres	47.1	135 129	80 992
▪ Intérêts dette à long terme	47.2	64 686	67 756
	48	1 062 382	625 397

**Note****11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ TECQ 2019-2023	62.1		3 265
▪ ACOMPTES SUR TERRAINS	62.2		82 044
▪ SUBVENTIONS	62.3	247 118	347 116
▪ AUTRES	62.4	2 800	11 334
	63	249 918	443 759

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,45	2025	2029	64	7 090 700	8 162 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	7 090 700	8 162 600
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 455)	( 2 704)
					72	7 090 245	8 159 896

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 074 800			1 074 800
2026	74		961 600			961 600
2027	75		735 700			735 700
2028	76		3 071 900			3 071 900
2029	77		1 246 700			1 246 700
2030 et plus	78					
	79		7 090 700			7 090 700
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		7 090 700			7 090 700

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**13. Avantages sociaux futurs**

	2024	2023
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	27 739
Régimes de retraite des élus municipaux	89	22 470
	90	27 739
		22 470

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	101	3 852 121			3 852 121
Eaux usées	102	4 092 726	17 481	(166 256)	4 276 463
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	16 292 920	126 135	(2 077 463)	18 496 518
Autres					
▪ Autres	104.1	3 420 731	29 913	18 441	3 432 203
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 274 423	393	(1)	3 274 817
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 126 293	62 366	32 775	1 155 884
Ameublement et équipement de bureau	109	23 183		6 612	16 571
Machinerie, outillage et équipement divers	110	818 680	29 220	64 580	783 320
Terrains	111	423 178	168 227	167 963	423 442
Autres	112				
	113	33 324 255	433 735	(1 953 349)	35 711 339
Immobilisations en cours	114	472 292	3 196 602	2 449 369	1 219 525
	115	33 796 547	3 630 337	496 020	36 930 864
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 938 232	96 964		2 035 196
Eaux usées	117	1 675 801	126 126		1 801 927
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	6 899 991	770 125	205 650	7 464 466
Autres					
▪	119.1	928 725	112 581	18 441	1 022 865
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 029 821	90 018		1 119 839
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	565 507	57 958	32 774	590 691
Ameublement et équipement de bureau	124	12 955	1 853	6 611	8 197
Machinerie, outillage et équipement divers	125	394 578	86 026	64 580	416 024
Autres	126				
	127	13 445 610	1 341 651	328 056	14 459 205
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	128	20 350 937			22 471 659
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	(	)	(	)
Valeur comptable nette	131				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	618 457	588 729
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	618 457	588 729
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	327 773	64 876
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	290 684	523 853

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	138.1				
	139				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	140.1				
	141				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1		1 575
Autres			
▪	144.1		
	145		1 575

**Note****19. Obligations contractuelles****a) Contrats de déneigement**

La municipalité de Ste-Croix s'est engagée par des contrats d'une durée de 5 ans à payer des sommes totalisant 1 038 847\$ (taxes nettes), pour l'entretien des chemins d'hiver et des trottoirs. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ces contrats sont les suivants:

2025 - 208 498\$

2026 - 212 141\$

2027 - 170 493\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**b) Contrats de déneigement**

La municipalité de Ste-Croix s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à payer des sommes totalisant 498 478\$ (taxes nettes) pour l'entretien des chemins d'hiver. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 101 164\$  
 2026 - 80 932\$

**c) Contrats de déneigement**

La municipalité de Ste-Croix s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à payer des sommes totalisant 50 954\$ (taxes nettes) pour l'entretien des chemins d'hiver. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 16 985\$  
 2026 - 16 985\$  
 2027 - 13 587\$

**d) Contrats pour le fauchage des abords de voies de circulations**

La municipalité de Ste-Croix s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans à payer des sommes totalisant 43 930\$ (taxes nettes) pour le fauchage des abords de voies de circulations. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 21 965 \$  
 2026 - 21 965\$

**e) Contrat d'entreposage des neiges usées municipales**

La municipalité s'est engagée par un contrat d'une durée de 25 ans, renouvelable par reconduction tacite par période de 5 ans, à payer un montant total de 16 798\$ taxes nettes et frais inhérents à l'exploitation du site en sus pour l'entreposage des neiges usées municipales pour les cinq premières années. Le montant à verser en vertu de ce contrat (taxes nettes) pour le prochain exercice est de 3 360 \$

**e) Matières résiduelles**

La municipalité a signé le 8 décembre 2020 une entente intermunicipale pour la gestion de la collecte des matières résiduelles pour une durée de cinq ans et renouvelable automatiquement par périodes successives de cinq ans. Les dépenses sont réparties entre les municipalités qui participent à cette entente au prorata du nombre d'unités d'occupation résidentielles et du nombre de bacs roulants desservant les industries, commerces et institutions ainsi qu'au prorata du nombre de levées annuelles de conteneurs, multiplié par le nombre de verges cubes de ces conteneurs desservant les industries, commerces et institutions et les logements. La quote-part pour la municipalité pour l'année 2024 est de 162 539\$ pour les déchets domestiques, de 146 153\$ pour les matières recyclables, de 69 790\$ pour les matières organiques et de 18 535\$ pour les autres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**20. Droits contractuels**

Une programmation de travaux version # 1 pour la TECQ 2024-2028 a été transmise en date des états financiers. Dans cette programmation les investissements autonomes à réaliser pour la durée du programme est de 267 683\$ et les travaux subventionnés de 1 119 017\$ pour un total de travaux à effectuer de 1 386 700\$. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. En date des états financiers, des travaux subventionnés ont été engagés pour un montant de 81 520\$, donc une somme de 1 039 497\$ reste à dépenser. Aucun montant d'investissement autonome à réaliser pour la durée du programme a été investis en date du 31 décembre 2024.

Un protocole d'entente signé le 25 mars 2025 pour une aide financière d'un montant de 1 195 600\$ représentant 70% du coût maximal admissible et a été accordé dans le cadre du programme PRACIM. En date des états financiers, des travaux ont été engagés pour un montant de 169 069\$. Le solde des travaux sera financé par un emprunt à long terme.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪ S.O.	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪ S.O.	148.1		
	149		
	150		

S.O.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

S.O.

**D) Autres**

La municipalité s'est engagée à participer, jusqu'à concurrence de 10%, au déficit d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Ste-Croix. Les états financiers tiennent compte d'un estimé du déficit de l'année 2024.

La Municipalité analyse présentement différentes solutions afin d'effectuer un projet d'ensemble de mise aux normes pour l'assainissement des eaux usées sur son territoire afin de rencontrer les normes gouvernementales. Les coûts de ce projet sont difficiles à évaluer pour le moment, cependant la Municipalité procédera probablement par règlement d'emprunt pour financer ce projet éventuel et sera certainement admissible à un programme de subventions pour une partie des coûts.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

S.O.

**24. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**25. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et un budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

**26. Instruments financiers****Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir et aux prêts.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

**Débiteurs**

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation à recevoir est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représente un montant 529 596\$ et n'inclut aucun montant en souffrance.

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

### Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	700 000	-	-	-	700 000
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	1 062 382	-	-	-	1 062 382
Dettes à long terme	<u>1 074 800</u>	<u>1 697 300</u>	<u>4 318 600</u>	-	<u>7 090 700</u>
Total	2 837 182	1 697 300	4 318 600	-	8 853 082

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	3 967 342	4 072 218	4 162 085			4 162 085
Compensations tenant lieu de taxes	2	244 464	230 896	255 964			255 964
Quotes-parts	3						
Transferts	4	312 396	366 496	458 773			458 773
Services rendus	5	210 105	306 964	403 016		553 121	859 317
Imposition de droits	6	89 582	166 825	125 914			125 914
Amendes et pénalités	7	5 423	9 700	10 090			10 090
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	75 219	38 348	103 961			103 961
Autres revenus	10	(5 916)	91 930	897 528		3 127	900 655
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 898 615	5 283 377	6 417 331		556 248	6 876 759
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 322 788		1 729 924			1 729 924
Imposition de droits	16						
<b>Autres revenus</b>							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			28 337			28 337
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 322 788		1 758 261			1 758 261
	22	6 221 403	5 283 377	8 175 592		556 248	8 635 020
<b>Charges</b>							
Administration générale	23	912 119	958 707	1 009 907	8 023	1 500	1 019 430
Sécurité publique	24	628 378	622 902	670 200	79 832		750 032
Transport	25	676 273	677 498	676 588	718 709		1 395 297
Hygiène du milieu	26	1 066 523	1 001 659	1 178 055	321 268		1 499 323
Santé et bien-être	27	43 302	104 885	107 609	135		107 744
Aménagement, urbanisme et développement	28	258 290	221 069	818 470	889		819 359
Loisirs et culture	29	660 748	765 170	776 807	156 799	598 019	1 434 805
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	221 824	226 809	321 590			321 590
Effet net des opérations de restructuration	32						
<b>Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés</b>							
	33	1 220 453	1 314 398	1 285 655 (	1 285 655)		
	34	5 687 910	5 893 097	6 844 881		599 519	7 347 580
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	35	533 493	(609 720)	1 330 711		(43 271)	1 287 440

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	533 493	(609 720)	1 330 711	1 287 440
Moins : revenus d'investissement	2	(1 322 788)	( )	(1 758 261)	(1 758 261)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(789 295)	(609 720)	(427 550)	(43 271)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Amortissement	4	1 220 453	1 314 398	1 285 655	55 996
Produit de cession	5			2 612	2 612
(Gain) perte sur cession	6	58 996		(2 612)	(2 612)
Réduction de valeur / Reclassement	7			167 963	167 963
	8	1 279 449	1 314 398	1 453 618	55 996
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Coût des propriétés vendues	9			64 876	64 876
Réduction de valeur / Reclassement	10			295 310	295 310
	11			360 186	360 186
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Remboursement ou produit de cession	12	17 400		28 066	28 066
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	102			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	17 502		28 066	28 066
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(551 544)	(554 600)	(577 606)	(577 606)
	18	(551 544)	(554 600)	(577 606)	(577 606)
<b>Affectations</b>					
Activités d'investissement	19	(263 510)	(514 998)	(438 163)	(12 725)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	70 216		115 436	115 436
Excédent de fonctionnement affecté	21	413 091	292 829	359 933	359 933
Réserves financières et fonds réservés	22	(10 447)	72 091	(42 941)	(42 941)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	209 350	(150 078)	(5 735)	(12 725)
	26	954 757	609 720	1 258 529	43 271
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	165 462		830 979	830 979

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 322 788	1 758 261	1 758 261
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2	( )	( )	( )
Sécurité publique	3	992	11 160	11 160
Transport	4	1 239 666	2 595 829	2 595 829
Hygiène du milieu	5	162 998	41 929	41 929
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	374 935	968 694	12 725
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )
	11	( 1 778 591)	( 3 617 612)	( 12 725)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	12	( 453 492)	( 389 914)	( 389 914)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 755 053	400 000	400 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	15	263 510	438 163	12 725
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	266 178	38 693	38 693
Excédent de fonctionnement affecté	17	124 803	121 582	121 582
Réserves financières et fonds réservés	18			
	19	654 491	598 438	12 725
	20	177 461	(3 009 088)	(3 009 088)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	1 500 249	(1 250 827)	(1 250 827)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		<u>2023</u>		<u>2024</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 255 890	810 208	186 597	996 805
Débiteurs (note 5)	2	2 866 503	3 062 531	21 743	2 932 171
Prêts (note 6)	3	382 366	354 300		354 300
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	64 876	327 773		327 773
	8	5 569 635	4 554 812	208 340	4 611 049
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	300 000	700 000		700 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	550 558	990 806	223 679	1 062 382
Revenus reportés (note 11)	12	432 425	247 118	2 800	249 918
Dettes à long terme (note 12)	13	8 159 896	7 090 245		7 090 245
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	9 442 879	9 028 169	226 479	9 102 545
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(3 873 244)	(4 473 357)	(18 139)	(4 491 496)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	19 835 848	21 999 842	471 817	22 471 659
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	523 853	290 684		290 684
Stocks de fournitures	20			18 139	18 139
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22				
	23	20 359 701	22 290 526	489 956	22 780 482
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	254 135	1 014 045		1 014 045
Excédent de fonctionnement affecté	25	829 416	426 713		426 713
Réserves financières et fonds réservés	26	191 856	72 927		72 927
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(119 901)	(101 142)		(101 142)
Financement des investissements en cours	28	(22 598)	(1 273 425)		(1 273 425)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	15 353 549	17 678 051	471 817	18 149 868
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	16 486 457	17 817 169	471 817	18 288 986
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 163 727	1 268 939	1 464 920	1 329 427
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	188 888	206 352	234 765	225 507
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 357 283	2 644 823	2 963 886	2 649 516
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	198 323	266 305	266 305	181 918
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	27 686	53 773	53 773	39 256
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	800	1 512	1 512	650
<b>Contributions</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	420 397	427 383	427 383	373 850
Transferts	15				
Autres	16	141 801	107 600	10 780	15 197
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	78 794	54 390	54 390	54 500
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	1 314 398	1 285 655	1 341 651	1 275 824
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
▪ Réduction valeur - PDR	21.1		307 630	307 630	99
▪ Réduction valeur - Immobilisations	21.2		155 643	155 643	
▪ Coût - PDR	21.3		64 876	64 876	
▪ Autres	21.4	1 000		66	
	22	5 893 097	6 844 881	7 347 580	6 145 744

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 014 045	254 135
Excédent de fonctionnement affecté	2	426 713	829 416
Réserves financières et fonds réservés	3	72 927	191 856
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 101 142)	( 119 901)
Financement des investissements en cours	5	(1 273 425)	(22 598)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 149 868	15 868 638
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	18 288 986	17 001 546
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	1 014 045	254 135
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	1 014 045	254 135
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	133 936	170 000
▪ Excédent eau et égout	12.2	280 126	360 126
▪ Excédent projets exercice suivant	12.3	12 651	67 103
▪ Excédent réfection rue Principale	12.4		200 000
▪ Excédent loisirs	12.5		32 187
	13	426 713	829 416
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	14.1		
	15		
	16	426 713	829 416

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ R584-2018 Réfection des rangs	17.1	102 919
	18	102 919
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
<b>Fonds réservés</b>		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	54 141
Organismes contrôlés et partenariats	22	73 201
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	3 386
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	18 786
Autres		12 350
▪	30.1	
	31	72 927
	32	191 856

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪ R536-2015 Aménagement parc JG Fournier	55.1 (	56 542)(
▪ R563-2017 Surfaceuse à glace	55.2 (	44 600)(
	56 (	101 142)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	101 142)(
		119 901)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 ( 1 273 425)(	( 22 598)
	66	(1 273 425) (22 598)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	22 471 659 20 350 937
Propriétés destinées à la revente	68	618 457 588 729
Prêts	69	354 300 382 366
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	23 444 416 21 322 032
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74	23 444 416 21 322 032
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	75 ( 7 090 245)(	8 159 896)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ( 455)(	2 704)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 695 011 1 786 304
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	101 142 119 901
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	803 000
	80 ( 5 294 547)(	5 453 395)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ( 1)(	(1))
	82 ( 5 294 548)(	5 453 394)
	83	18 149 868 15 868 638

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

		2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	(	)(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	(	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(	)(
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	(	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(	)(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	(	)(
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques	52.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
Régime volontaire d'épargne-retraite			
		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	27 739	22 470
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	27 739	22 470

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
<b>Description du régime</b>			
		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>			
	118		
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 356 678	1 378 159	1 475 143
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	553 743	562 917	419 304
Activités de fonctionnement	3	870 216	885 664	880 541
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	297 867	303 226	270 256
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 078 504	3 129 966	3 045 244
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	195 583	206 433	204 809
Égout	13	213 421	219 439	221 727
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	513 628	502 812	413 773
Autres				
▪ Vidange fosses septiques	16.1	45 675	46 038	31 721
▪ Entretien fosses septiques	16.2		30 452	24 411
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 500	15 605	14 317
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	11 907	11 340	11 340
Activités d'investissement	21			
	22	993 714	1 032 119	922 098
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	993 714	1 032 119	922 098
	27	4 072 218	4 162 085	3 967 342

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	34 500	37 619	35 609
Cégeps et universités	32			7 194
Écoles primaires et secondaires	33	174 500	197 500	181 382
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	209 000	235 119	224 185
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 890	2 748	2 681
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	866	851	804
Taxes d'affaires	38			
	39	3 756	3 599	3 485
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	40	15 573	14 672	14 308
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	2 567	2 574	2 486
	42	18 140	17 246	16 794
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	230 896	255 964	244 464

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	47	50 000	51 196	41 458
<b>Sécurité publique</b>				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		8 878	8 878
Sécurité civile	51			
Autres	52			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	15 026	11 131	44 325
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55		1 915	1 915
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	41 011		
Réseau de distribution de l'eau potable	64	8 305	12 453	7 577
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	14 997	28 831	16 546
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74	50 000	49 999	25 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78		22 100	22 100
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	25 000		5 640
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	83	5 200	27 583	14 611
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
<b>Réseau d'électricité</b>	86			
	87	209 539	214 086	155 157

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	88			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 685 787	1 685 787	642 671
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			192 389
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	26 637	26 637	456 728
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			31 000
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	124	17 500	17 500	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
<b>Réseau d'électricité</b>	127			
	128	1 729 924	1 729 924	1 322 788

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	116 394	99 061	116 676
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	40 563	135 280	40 563
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		10 346	10 346
	139	156 957	244 687	157 239
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	366 496	2 188 697	1 635 184

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	12 000	15 125	15 125
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	12 000	15 125	17 648
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168	2 000		1 309
	169	2 000		1 309

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	179	8 106	8 106	
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	8 106	8 106	
<b>Réseau d'électricité</b>	183			
	184	14 000	23 231	18 957

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	13 300	22 511	17 898
	188	13 300	22 511	17 898
<b>Sécurité publique</b>				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	5 000	2 526	2 950
Sécurité civile	192	800	1 404	3 876
Autres	193			
	194	5 800	3 930	6 826
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	4 175	2 244	796
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	4 175	2 244	796
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	15 000	25 881	17 013
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	800	2 239	2 530
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	7 766	8 008	7 615
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	23 566	36 128	27 158

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	713	713	779
	224	713	713	779
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	225	245 410	314 259	770 560
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	245 410	314 259	770 560
<b>Réseau d'électricité</b>	229			
	230	292 964	379 785	836 086
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	231	306 964	403 016	859 317
				607 433

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	232	6 825	12 857	9 315
Droits de mutation immobilière	233	160 000	113 057	80 267
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	166 825	125 914	89 582
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	237	9 700	10 090	5 423
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	238			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	239	38 348	103 961	75 219
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		2 612	(58 996)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		820 453	820 453
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			(102)
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	78 041	70 623	47 465
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	13 889	32 177	10 852
	250	91 930	925 865	(781)
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	251			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	128 585	126 412		126 412	126 412	124 049
Greffe et application de la loi	2	6 290					98
Gestion financière et administrative	3	615 695	662 030		662 030	663 530	595 107
Évaluation	4	74 659	84 555		84 555	84 555	70 594
Gestion du personnel	5	10 000	4 297		4 297	4 297	6 906
Autres							
▪ Autres	6.1	123 478	132 613	8 023	140 636	140 636	124 036
	7	958 707	1 009 907	8 023	1 017 930	1 019 430	920 790
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	8	313 609	321 716		321 716	321 716	314 426
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	10 145	5 566		5 566	5 566	
Autres	10	239 656	287 067	51 419	338 486	338 486	301 052
Sécurité civile	11	1 700		28 413	28 413	28 413	38 505
Autres	12	57 792	55 851		55 851	55 851	55 468
	13	622 902	670 200	79 832	750 032	750 032	709 451
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	310 465	318 363	718 607	1 036 970	1 036 970	989 653
Enlèvement de la neige	15	313 032	311 576	102	311 678	311 678	310 484
Éclairage des rues	16	21 070	20 764		20 764	20 764	17 870
Circulation et stationnement	17	16 100	8 922		8 922	8 922	10 790
Transport collectif							
Transport en commun	18	16 831	16 963		16 963	16 963	9 218
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	677 498	676 588	718 709	1 395 297	1 395 297	1 338 015

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	402 620	446 373	83 877	530 250	530 250	505 394
Réseau de distribution de l'eau potable	24	54 290	100 241	72 699	172 940	172 940	132 159
Traitement des eaux usées	25	15 080	28 626	65 625	94 251	94 251	84 008
Réseaux d'égout	26	24 725	22 747	99 031	121 778	121 778	122 270
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	76 326	159 776		159 776	159 776	151 773
Élimination	28	131 167	131 167		131 167	131 167	122 154
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	70 324	103 611		103 611	103 611	95 744
Tri et conditionnement	30	47 292	43 363		43 363	43 363	116 902
Matières organiques							
Collecte et transport	31	49 400	76 220		76 220	76 220	
Traitement	32						
Matériaux secs	33	83 595	18 535	36	18 571	18 571	17 942
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	46 840	47 396		47 396	47 396	33 757
	40	1 001 659	1 178 055	321 268	1 499 323	1 499 323	1 382 103
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Habitation							
Logement social	41	60 000	31 242		31 242	31 242	32 417
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	44 885	76 367	135	76 502	76 502	11 020
	45	104 885	107 609	135	107 744	107 744	43 437

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	128 313	148 143	643	148 786	148 786	160 047
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48			6	6	6	6
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	51 805	51 805		51 805	51 805	48 165
Tourisme	50		431		431	431	109
Autres	51			234	234	234	234
Autres	52	40 951	618 091	6	618 097	618 097	50 709
	53	221 069	818 470	889	819 359	819 359	259 270
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	235 615	249 591		249 591	249 591	140 961
Patinoires intérieures et extérieures	55	132 181	101 774		101 774	602 973	608 926
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	344 282	369 282		369 282	369 282	301 206
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	32 800	33 652	140 247	173 899	173 899	170 015
	61	744 878	754 299	140 247	894 546	1 395 745	1 221 108
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	14 565	15 300	7	15 307	15 307	14 344
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65		1 481		1 481	1 481	17 806
Autres	66	5 727	5 727	16 545	22 272	22 272	17 596
	67	20 292	22 508	16 552	39 060	39 060	49 746
	68	765 170	776 807	156 799	933 606	1 434 805	1 270 854

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	70	215 632	317 829		317 829	317 829	213 569
Autres frais	71	10 377	2 249		2 249	2 249	7 605
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	800	1 512		1 512	1 512	650
	74	226 809	321 590		321 590	321 590	221 824
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	75						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	76	1 314 398	1 285 655 (	1 285 655)			

# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2024**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

## **Autres renseignements**

Questionnaire	13
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1				
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3	24 266	24 266		38 531
Conduites d'égout	4	15 446	15 446		98 855
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 454 704	2 454 704		1 173 121
Ponts, tunnels et viaducs	7	23 722	23 722		
Systèmes d'éclairage des rues	8				5 490
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	653 453	653 453		9 138
Autres infrastructures	11	54 080	54 080		
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13				225 299
Édifices communautaires et récréatifs	14	144 853	144 853		24 609
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	62 366	62 366		45 737
Ameublement et équipement de bureau	18				
Machinerie, outillage et équipement divers	19	16 495	29 220		147 942
Terrains	20	168 227	168 227		9 869
Autres	21				
	22	3 617 612	3 630 337		1 778 591

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	24 266	24 266	38 531
Conduites d'égout	4	15 446	15 446	98 855
Autres infrastructures	5	3 185 959	3 185 959	1 187 749
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	391 941	404 666	453 456
	12	3 617 612	3 630 337	1 778 591

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1	803 000		803 000	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	3 386		3 386	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 933 854		230 251	1 703 603
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 253 690	400 000	315 904	3 337 786
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 993 930	400 000	1 352 541	5 041 389
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 830 209		82 228	1 747 981
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 830 209		82 228	1 747 981
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(43 905)		9 065	(52 970)
	15	1 786 304		91 293	1 695 011
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	382 366		28 066	354 300
Autres	17				
	18	2 168 670		119 359	2 049 311
	19	8 162 600	400 000	1 471 900	7 090 700
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	8 162 600	400 000	1 471 900	7 090 700

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	7 090 700
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	1 273 425
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 747 981
Autres montants	9	301 330
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪ Investissement à financer autrement dette à LT	11.1	182 642
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 132 172
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	6 132 172
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	15	388 934
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	6 521 106
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 521 106
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	74 659	74 659	70 594
Autres	3	81 890	81 890	66 849
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	18 493	18 494	17 913
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	9 816	9 816	2 357
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	131 167	137 596	128 529
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 165	1 165	1 157
Autres	15	45 675	46 231	32 600
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	51 805	51 805	48 165
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	5 727	5 727	5 686
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	420 397	427 383	373 850

**Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024***Non audité*

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	3 617 612	1 778 591
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	3 617 612	1 778 591

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	5,43	40,00	11 327,50	526 780	98 515	625 295
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,30	35,00	11 512,75	281 779	44 893	326 672
Cols bleus	4	3,18	40,00	6 635,50	224 054	45 476	269 530
Policiers	5						
Pompiers	6	2,22	40,00	4 629,25	122 015	10 295	132 310
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	17,13		34 105,00	1 154 628	199 179	1 353 807
Élus	9	7,00			114 311	7 173	121 484
	10	24,13			1 268 939	206 352	1 475 291

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	12 453				12 453
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	28 831		26 637		55 468
Autres	6	294 089	1 647 832	61 521	117 334	2 120 776
	7	335 373	1 647 832	88 158	117 334	2 188 697

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		2024	2023
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 637	2 934
	4	3 637	2 934
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	22 984	23 908
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	22 984	23 908
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	85 543	71 196
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	85 543	71 196
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	4 404	8 776
Réseau de distribution de l'eau potable	18	41 093	22 818
Traitement des eaux usées	19	543	888
Réseaux d'égout	20	66 628	33 671
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	112 668	66 153
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	30 046	4 927
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	30 046	4 927
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	38	66 712	52 706
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	66 712	52 706
<b>Réseau d'électricité</b>			
	42		
	43	321 590	221 824

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Stéphane Dion	1.1 Maire	25 377	12 688	7 796	3 898
Mélanie Picard	1.2 Maire suppléant	10 650	5 325		
Carmen Demers	1.3 Conseiller	8 260	4 130		
Alex Papineau	1.4 Conseiller	8 260	4 130		
Marc-Olivier Habel	1.5 Conseiller	8 260	4 130		
Mylène Neault	1.6 Conseiller	8 260	4 130		
Sophie Côté	1.7 Conseiller	8 260	4 130		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<b>Non audité</b>		<b>OUI</b>	<b>NON</b>	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			175 000 \$
<b>Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement</b>				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			\$
Ligne 3 : Autres revenus	7			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			\$
Ligne 9 : Autres charges	11			\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			\$
Ligne 14 : Débiteurs	14			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	17			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			\$
Ligne 24 : Libres	20			\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			\$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			\$
Constatés au cours de l'exercice	24			\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			\$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

**Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 \_\_\_\_\_ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 \_\_\_\_\_ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52  

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54  

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55  

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56  

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58  

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60  

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

62 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63  

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 \_\_\_\_\_ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \_\_\_\_\_ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systemes de sécurité 71 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \_\_\_\_\_ \$
    - Systemes de drainage 76 \_\_\_\_\_ \$
    - Abords de routes 77 \_\_\_\_\_ \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

83 \_\_\_\_\_

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 \_\_\_\_\_ 299-2019

b) Date d'adoption de la résolution

86 \_\_\_\_\_ 2019-11-15

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 \_\_\_\_\_

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 \_\_\_\_\_

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 \_\_\_\_\_

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 \_\_\_\_\_

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 \_\_\_\_\_

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 \_\_\_\_\_

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 \_\_\_\_\_ 444

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 \_\_\_\_\_ 204

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Règlement*

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

**La question 16 s'applique aux MRC seulement**

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-03

Nom du signataire : francis matte

Fonction du signataire : directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-07 09:52